

LHL
N° 94/CA du Répertoire

N° 2001-074/CA du Greffe

Arrêt du 07 octobre 2004

Affaire : Fédération Béninoise de Kung-Fu

C/
Directeur National des Sports

REPUBLICQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

Vu la requête en date du 08 juin 2001, enregistrée au greffe de la cour le 14 juin 2001 sous le n° 650/GCS, par laquelle la Fédération Béninoise de Kung-Fu, représentée par son Président, Monsieur Boniface BOSSOUKPE, 03 BP 2446 Cotonou, a saisi la Cour d'un recours pour excès de pouvoir contre le Message-porté n° 035/DNS/SAF/SI du 29 janvier 2001 par lequel le Directeur National des Sports l'invitant a une séance de travail ;

Vu le reçu n° 2134 du 11 juillet 2001 constatant le paiement de la consignation légale ;

Vu l'ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour suprême, remise en vigueur par la Loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 ;

Vu la loi 90-032 du 11 décembre 1990 portant constitution de la République du Bénin ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Conseiller **Emile TAKIN**, en son rapport ;

Où l'Avocat Général **Raoul Hector OUENDO** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que par correspondance n° 007/FBK/CE/SG du 06 août 2003 enregistrée au greffe de la cour le 02 septembre 2003 sous le n° 441/GCS, la Fédération Béninoise de Kung-Fu a informé la Cour que des « ...pourparlers entre les responsables du Ministère de la Jeunesse des Sports et des Loisirs et ceux de la Fédération



Notifié / L 99-1, 992/GCS du 16/3/2006
du PGCS 112242 du 09/6/06

Béninoise de Kung-Fu ont permis d'entrevoir une solution au litige objet du recours suscité... » ;

Qu'elle sollicite en conséquence de bien vouloir en constater la caducité et la nullité, pour défaut d'intérêts à agir ;

Qu'il s'ensuit que la requérante s'est désistée de son action ;

Qu'il y a donc lieu de lui en donner acte ;

PAR CES MOTIFS

DECIDE :

Article 1^{er} : il est donné acte à la Fédération Béninoise de Kung-Fu, représentée par Monsieur Boniface BOSSOUKPE de son désistement.

Article 2 : Les dépens sont mis à la charge de ladite fédération.

Article 4 : Notification de la présente décision sera faite aux parties et au Procureur général près la Cour suprême

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (chambre administrative) composée de :

Samson DOSSOUMON, conseiller à la chambre administrative

PRESIDENT ;

Emile TAKIN

ET

Bernadette HOUNDEKANDJI-CODJOVI

CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du jeudi sept octobre deux mille quatre, la chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

René Louis KEKE

MINISTERE PUBLIC ;

Et de **Donatien VIGNINOU**,

GREFFIER ;

Et ont signé,

Le Président


S. DOSSOUMON.-

le Rapporteur,


E. TAKIN.-

Le Greffier,


D. VIGNINOU.-

DE - 2000 F

Enregistré à Cotonou le

04/05/05

Fo 29

Cas 1934-5

Reçu Deux mille francs.

L'Inspecteur de l'Enregistrement







